



**Circulaire n°3/W/2022 du 19 mai 2022 fixant la liste des documents et informations que doit contenir le dossier de la demande d'agrément de la société de financement collaboratif réalisant des opérations de catégorie « prêt » ou de catégorie « don »**

---

LE WALI DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n°15-18 relative au financement collaboratif promulguée par le dahir n° 1-21-24 du 10 rejeb 1442 (22 février 2021), notamment ses articles 8, 9 et 13 ;

Après avis du comité des établissements de crédit émis en date du 16 mai 2022 ;

Fixe par la présente circulaire la liste des documents et informations que doit contenir le dossier de la demande d'agrément de la société de financement collaboratif, désignée ci-après « SFC », réalisant des opérations de catégorie « prêt » ou de catégorie « don ».

**Article 1 :**

Les fondateurs de la SFC adressent à Bank Al-Maghrib une demande d'agrément établie conformément au modèle type prévu par l'article 4 de la présente circulaire.

**Article 2 :**

Le dossier appuyant la demande d'agrément doit contenir au minimum les informations ci-dessous ainsi que les documents prévus aux annexes 1 à 4 de la présente circulaire :

- **Nature de l'agrément demandé**
  - catégorie sollicitée (gestion d'une plateforme de financement collaboratif (PFC) Prêt, gestion d'une PFC Don ou les deux).
  
- **Informations sur la SFC projetée**
  - forme juridique (société anonyme ou société à responsabilité limitée) ; – dénomination sociale ;
  - objet social (descriptif des activités projetées et des activités connexes, le cas échéant telles que définies par l'article 6 de la loi susvisée n° 15-18 et les textes pris pour son application) ;
  - adresse du siège social ;
  - site internet de la PFC gérée par la SFC.



- **Informations sur l'actionnariat de la SFC projetée et présentation des apporteurs du capital et groupe d'appartenance**
  - montant du capital social ;
  - répartition du capital social par actionnaire ou associé ;
  - liste des bénéficiaires effectifs de la SFC au sens de l'article premier de la loi n° 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, telle que modifiée et complétée, en indiquant leurs éléments d'identification, notamment le nom, le prénom, la nationalité et une pièce d'identité valable ;
  - fiche synthétique sur les apporteurs du capital (personnes physiques ou morales) et les bénéficiaires effectifs telle que prévue en annexe 1 de la présente circulaire ;
  - documents attestant de l'intégrité et de la probité des apporteurs du capital et des bénéficiaires effectifs tels que fixés à l'annexe 1 de la présente circulaire.
  
- **Présentation de la SFC postulante**
  - objectifs stratégiques de la SFC ;
  - étude de marché ;
  - business plan de la SFC sur les cinq prochaines années ainsi que les hypothèses ayant servi à son élaboration, notamment la politique de tarification ;
  - moyens humains : évolution de l'effectif et de la masse salariale de la SFC sur les cinq prochaines années ;
  - moyens techniques et informatiques : présentation détaillée de l'architecture organisationnelle cible des PFC qui seront gérées par la SFC, les outils qui seront mis en place afin de garantir la performance et la sécurité de son système d'information, et les dispositifs relatifs à la continuité de ses activités, la conservation et l'archivage de ses données ;
  - activités externalisées, le cas échéant ;
  - calendrier de réalisation du projet.
  
- **Gouvernance de la SFC**
  - composition envisagée des organes d'administration et de direction de la SFC ;
  - réputation, intégrité, compétences et expériences de chaque membre des organes d'administration et de direction telle que prévue en annexe 1 de la présente circulaire ;
  - processus d'identification et de gestion des conflits d'intérêt ;
  - organigramme de la SFC ;
  - mesures destinées à garantir la capacité permanente de la SFC à exploiter les PFC ;
  - mesures visant à évaluer et à satisfaire les besoins en ressources humaines et financières de la SFC



- **Dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme**
  - note retraçant le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui sera mis en place par la SFC.
- **Protection des données à caractère personnel**
  - note retraçant le dispositif de protection des données à caractère personnel qui sera mis en place par la SFC.
- **Dispositif de contrôle interne**
  - note retraçant le dispositif de contrôle interne qui sera mis en place par la SFC visant à identifier, mesurer et surveiller l'ensemble des risques éventuels qu'elle encourt, notamment, les risques opérationnel, juridique, technologique, liés à l'externalisation, de non-conformité, de cybercriminalité, et présentant les procédures y afférentes, les moyens humains, techniques et informatiques.
- **Dispositif de gestion et de traitement des réclamations des contributeurs et porteurs de projets**
  - note retraçant le dispositif de gestion et de traitement des réclamations des contributeurs et porteurs de projets qui sera mis en place par la SFC.
- **Descriptif des politiques et procédures internes de la SFC en matière de**
  - sélection des projets ;
  - suivi de l'activité des projets financés ;
  - primauté des intérêts des contributeurs.
- **Une note de présentation, le cas échéant, de l'activité de fourniture des activités connexes, telles que définies à l'article 6 de la loi précitée n° 15-18 et les textes pris pour son application.**
- **Projet de règlement de gestion de la PFC gérée par la SFC.**

### **Article 3 :**

Bank Al-Maghrib peut réclamer au requérant toutes informations ou documents complémentaires qu'elle juge utile pour l'instruction du dossier d'agrément.

### **Article 4 :**

Bank Al-Maghrib fixe un modèle type de dossier de la demande d'agrément de la SFC réalisant des opérations de catégorie « prêt » ou de catégorie « don ». Bank Al-



Maghrib peut fixer un modèle type du dossier de la demande d'agrément pour chaque catégorie de financement collaboratif.

**Article 5 :**

Les dispositions de la présente circulaire entrent en vigueur à compter de la date de sa publication au Bulletin officiel.



## Annexe 1

### LISTE DES DOCUMENTS A JOINDRE A LA DEMANDE D'AGREMENT

#### **1- Pièces relatives à la SFC postulante**

- La demande d'agrément adressée au Wali de Bank Al-Maghrib dûment signée par les fondateurs de la SFC ;
- Une copie des statuts dûment certifiée (si la société est déjà constituée) ou un projet des statuts (si la société est en cours de constitution) ;
- Pacte d'actionnaires/associés, le cas échéant ;
- Une copie de l'attestation d'immatriculation au registre du commerce, le cas échéant ;
- La(es) déclaration(s) de souscription et de versement du capital social ;
- Un certificat bancaire justifiant la libération entière du capital social ;
- Le projet du code déontologique de la SFC ;
- Un engagement du représentant légal de la société de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur régissant l'activité de la SFC.

#### **2- Documents à remettre par les apporteurs de capitaux et les bénéficiaires effectifs**

- Pour les personnes physiques appelées à détenir, directement ou indirectement, au moins 5% des droits de vote ou du capital de la SFC : une copie de la pièce d'identité valable, un extrait du casier judiciaire et un Curriculum vitae détaillant l'expérience du postulant dans le domaine ;
- Pour les personnes morales : Dénomination sociale, capital social, notamment le montant et la ventilation par actionnaire /associé, organisation, activités du groupe, filiales et participations détenues, expérience du postulant dans le domaine, une copie des statuts certifiée (si la personne morale est déjà constituée) ou un projet des statuts (si la personne morale est en cours de constitution), une attestation de l'immatriculation au registre du commerce de la personne morale. Pour les trois derniers exercices, les comptes sociaux, et le cas échéant consolidés, certifiés par le(s) commissaire(s) aux comptes ainsi que leurs rapports ;



- Questionnaire figurant à l'annexe 2 dûment rempli et signé par les apporteurs de capitaux et les bénéficiaires effectifs.

### **3- Pièces à remettre par les directeurs et dirigeants de la SFC postulante**

- Une déclaration sur l'honneur dont le modèle est présenté dans l'annexe 3 ;
- Le curriculum vitae indiquant de façon détaillée la formation initiale suivie, les diplômes obtenus et l'intitulé des fonctions exercées ;
- Une copie de pièce d'identité valable ;
- Un extrait du casier judiciaire. Pour les dirigeants ne résidant pas au Maroc, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente du pays de résidence du dirigeant ;
- Questionnaire figurant à l'annexe 4 dûment rempli et signé par les dirigeants et les directeurs.

Ces mêmes documents et pièces doivent être communiqués à Bank Al-Maghrib à l'occasion de tout changement affectant la composition des organes d'administration, de gestion ou de direction de la SFC pour approbation.



## Annexe 2

### **QUESTIONNAIRE A REMPLIR PAR LES APORTEURS DU CAPITAL ET LES BENEFICIAIRES EFFECTIFS**

Les renseignements demandés, ci-dessous, doivent être fournis par toute personne appelée à détenir, directement ou indirectement, au moins 5% des droits de vote ou du capital de la SFC.

Les réponses au questionnaire ci-dessous, doivent être accompagnées de toutes les précisions permettant d'éclairer Bank Al-Maghrib. Il importe que toutes les rubriques soient servies. En outre, tout actionnaire/associé, personne physique, bénéficiaire effectif ou toute personne physique représentant aux organes d'administration un actionnaire détenant directement ou indirectement au moins le cinquième des droits de vote d'une SFC, doit joindre un curriculum vitæ au dossier.

Le questionnaire doit être dûment rempli et signé par l'intéressé ou, s'agissant des personnes morales, par l'un de ses mandataires sociaux.



Dénomination de la SFC pour laquelle ces renseignements sont fournis :

.....  
.....

Identité de l'apporteur du capital :

**Personne morale\***

Dénomination :

Forme juridique :

Nationalité :

Adresse :

**Dirigeants\*\***

Nom et prénom(s) :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Pièce d'identité valable :

Adresse :

**Personne physique\***

Nom et prénom(s) :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Pièce d'identité valable :

Adresse :

\* Insérer autant de tableaux que d'apporteurs de capitaux, personnes morales et/ou personnes physiques.

\*\* Reproduire ce tableau pour chacun des dirigeants.



**Questions pour l'apporteur du capital /bénéficiaire effectif - personne physique :**

1. À quels objectifs répond la création de la SFC ?
2. Quels effets l'apporteur du capital en attend-il (donner toutes informations utiles à ce sujet) ?
3. Quel est le type de relations d'affaires qui pourraient exister entre l'apporteur du capital et la SFC dont la création est envisagée ?
4. Quels sont le montant et la nature du patrimoine de l'apporteur du capital ?
5. Quels sont le montant et le pourcentage de la participation prévue ainsi que son équivalence en droits de vote ?

<b>Montant de la participation prévue</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Equivalence en droits de vote</b>

6. Indiquer notamment tous les accords existants entre actionnaires/associés.
7. Quelle est l'activité de l'apporteur du capital ?
8. L'apporteur du capital sera-t-il présent ou représenté aux organes d'administration de la SFC ?
9. Fournir la liste des mandats déjà exercés par les futurs représentants des apporteurs du capital au sein de la SFC faisant l'objet de ce dossier.



10. L'apporteur du capital, a-t-il fait l'objet d'une sanction pénale, administrative ou disciplinaire, au Maroc ou dans d'autres pays au cours des dix dernières années ? Dans l'affirmative, quelles ont été les qualifications retenues par la ou les autorités compétentes ? Quelles ont été, le cas échéant, les sanctions prononcées ? Une telle procédure est-elle en cours ?

11. Fournir toute information supplémentaire utile pour l'examen du dossier.

**Questions pour l'apporteur du capital - personne morale :**

1. À quels objectifs répond la création de la SFC ?
2. Quel est le type de relations d'affaires qui pourraient exister entre l'apporteur du capital et la SFC dont la création est envisagée ?
3. Quels effets l'apporteur du capital en attend-il (donner toutes informations utiles à ce sujet) ?
4. Quels sont le montant et le pourcentage de la participation prévue ainsi que son équivalence en droits de vote ?

Montant de la participation prévue	Pourcentage	Equivalence en droits de vote

5. Indiquer notamment tous les accords existants entre actionnaires/associés.
6. Quelle est l'activité de l'apporteur du capital ?
7. Quels sont le montant et la nature du patrimoine de l'apporteur du capital ?



8. Si l'apporteur du capital fait partie d'un groupe, fournir un descriptif des principales entités constituant le groupe ainsi que les comptes consolidés des trois derniers exercices ; fournir, en outre, la liste des participations significatives dans des SFC, ou dans d'autres sociétés exerçant des activités de l'apporteur du capital.
9. L'apporteur du capital sera-t-il présent ou représenté aux organes d'administration de la SFC ?
10. Fournir la liste des mandats déjà exercés par les futurs représentants de l'apporteur du capital au sein de la SFC faisant l'objet de ce dossier.
11. L'apporteur du capital ou des sociétés de son groupe ont-ils fait l'objet d'une sanction pénale, administrative ou disciplinaire, au Maroc ou dans d'autres pays au cours des dix dernières années ? Dans l'affirmative, quelles ont été les qualifications retenues par la ou les autorités compétentes ? Quelles ont été, le cas échéant, les sanctions prononcées ? Une telle procédure est-elle en cours ?
12. Fournir toute information supplémentaire utile pour l'examen du dossier.

« En ma qualité de ....., je certifie l'exactitude des informations fournies et m'engage à porter à la connaissance de Bank Al-Maghrib tous changements des éléments de cette déclaration ».

À \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature de l'apporteur de capitaux (ou de son représentant)



### Annexe 3

#### DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné,.....

Titulaire :

- de la CNIE<sup>1</sup> n° ..... valable jusqu'au .....
- de la carte de séjour<sup>2</sup>n° ..... valable jusqu'au .....
- du passeport n°..... valable jusqu'au .....

résidant à :.....

actionnaire ou associé à concurrence de .....

.....

exerçant la fonction de : .....

au sein de (Dénomination de la SFC) déclare sur l'honneur n'avoir jamais fait l'objet:

1. d'une condamnation irrévocable pour crime ou pour l'un des délits prévus et réprimés par les articles 334 à 391 et 505 à 574 du code pénal ;
2. d'une condamnation irrévocable pour infraction à la législation des changes ;
3. d'une condamnation irrévocable en vertu de la législation relative à la lutte contre le terrorisme ;
4. d'une déchéance commerciale en vertu des dispositions des articles 711 à 720 de la loi n° 15-95 formant code de commerce sans avoir été réhabilité ;
5. d'une condamnation irrévocable pour l'une des infractions prévues aux articles 721 à 724 de la loi n° 15-95 formant code de commerce ;
6. d'une radiation, pour cause disciplinaire, d'une profession réglementée sans avoir été réhabilité ;

<sup>1</sup> Pour les personnes de nationalité marocaine

<sup>2</sup> Pour les personnes de nationalité étrangère



7. d'une condamnation irrévocable en vertu de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;
8. d'une condamnation irrévocable en vertu des dispositions de l'article 66 de la loi précitée n° 15- 18 ;
9. d'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour l'un des crimes ou délits ci-dessus énumérés.

Par ailleurs, je déclare également sur l'honneur qu'aucune entreprise ou toute société de financement collaboratif que j'ai administrée au Maroc ou à l'étranger n'a fait l'objet, pendant la période où j'y exerçais mes fonctions, d'un jugement déclaratif de liquidation judiciaire sans avoir été réhabilité.

D'autre part, je m'engage à communiquer à Bank Al-Maghrib, sans délai, tout changement qui affecterait ma situation ou celle de toute entreprise que j'administre et ce, au regard des dispositions de l'article 7 de la loi précitée n°15-18.

Fait à ....., le.....

Signature



#### Annexe 4

### QUESTIONNAIRE À REMPLIR PAR LES ADMINISTRATEURS ET LES DIRIGEANTS

[1]. Dénomination de SFC pour laquelle ces renseignements sont fournis :

.....

[2]. Identité de l'administrateur ou du dirigeant\* :

- Nom et prénom (s) : .....

- Date et lieu de naissance : .....

- Nationalité : .....

- Adresse personnelle : .....

.....

.....

- Intitulé de la fonction : .....

- Date de nomination : .....

(\*) Insérer autant de tableaux que de directeurs ou dirigeants.

1. Quelle sera l'étendue des fonctions que vous exercerez ?
2. Pour chacune des fonctions exercées au cours des dix dernières années, quelles responsabilités avez-vous effectivement exercées ?
3. Avez-vous exercé des fonctions en rapport avec l'activité envisagée ?
4. Êtes-vous un actionnaire/associé significatif, d'autres entreprises ? Dans l'affirmative, précisez le nom et l'activité de ces entreprises ainsi que le montant de votre participation.
5. L'une des entreprises dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez des responsabilités, ou dont vous êtes



actionnaire/associé significatif, a-t-elle fait l'objet, à votre connaissance d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire ou d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ? Dans l'affirmative, une telle procédure est-elle en cours ?

6. Parmi les entreprises dans lesquelles vous exercez des responsabilités, ou dont vous êtes un actionnaire/associé significatif, quelles sont celles qui pourraient entretenir des relations d'affaires significatives avec la SFC mentionnée dans ce questionnaire ou être bénéficiaires de financement de sa part ?
7. Parallèlement aux fonctions faisant l'objet du présent dossier, quels sont les autres établissements dans lesquels il est prévu que vous continuiez à exercer d'autres fonctions ? (Indiquer, le cas échéant, les mandats pour lesquels vous pourriez être confronté à des situations de conflits d'intérêts et préciser les dispositions que vous comptez prendre pour y remédier).
8. Avez-vous, au cours des dix dernières années, exercé des fonctions au sein d'une entreprise dont les commissaires aux comptes ou les contrôleurs légaux ont refusé de certifier les comptes ou pour laquelle ils ont assorti leur certification de réserves ou d'observations ?
9. Avez-vous, au cours des dix dernières années, fait l'objet d'une sanction administrative ou disciplinaire d'une autorité professionnelle ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle au Maroc ou à l'étranger ? Dans l'affirmative, une telle procédure est-elle en cours ?
10. Avez-vous fait l'objet d'un licenciement pour faute professionnelle ? (donnez le cas échéant toutes précisions utiles).
11. Fournir toute information supplémentaire utile pour l'examen du dossier.

« En ma qualité de ....., je certifie l'exactitude des informations fournies et m'engage à porter immédiatement à l'attention de Bank Al-Maghrib tous changements des éléments contenus dans ce dossier ».

À \_\_\_\_\_, le

Signature